

# Maturation de la crise systémique et avancées possibles d'alternatives radicales.

## Pour une maîtrise et un début de dépassement des marchés et des délégations par des institutions de partage

Extraits

Paul Boccara<sup>(1)</sup>

**A**u-delà d'une description positive des transformations du capitalisme contemporain, une mise en perspective de ces transformations devrait les inscrire dans une crise systémique radicale. Dans cette crise, les énormes potentialités des nouvelles technologies de la révolution informationnelle pour la transformation des sociétés seraient, à la fois, incitées et développées, mais aussi refoulées et perverties. Avec la mondialisation actuelle, cela générerait des organisations et aspirations très nouvelles mais également l'insécurité sociale, les instabilités financières, de graves affrontements nationaux et internationaux.

Alors que, par hypothèse, interviendrait actuellement une maturation de la crise systémique, une analyse théorique critique, que je qualifierai de néo-marxiste, peut fournir des bases pour une compréhension critique des processus actuels et pour proposer des constructions institutionnelles viables, en vue d'avancées d'émancipation des aliénations sociales exaspérées.

**I – Problématique théorique de la crise systémique. Allongement de la longue phase de tendance aux difficultés, radicalité de la crise systémique et théorie de la régulation systémique**

La crise conjoncturelle mondiale de 2001 à 2003, a révélé les illusions de ce qu'on a appelé « la nouvelle économie », qui était censée entretenir durablement une forte croissance et permettre d'en finir avec le chômage massif, grâce aux nouvelles technologies. On avait même été, notamment chez

des théoriciens se réclamant de Marx, jusqu'à parler du début d'un nouveau Kondratieff avec la phase ascendante d'un autre cycle long. Au contraire, s'est confirmée l'hypothèse que j'avais avancée (Boccara, 1993), de l'allongement indéfini de la longue phase de tendance aux difficultés du Kondratieff de nos jours, avec la crise systémique du « capitalisme monopoliste d'État social » ou CMES (CME et Welfare state) et avec la montée de l'hyperlibéralisme et de son type de mondialisation. Cette montée a fait beaucoup reculer les secteurs étatiques nationaux de l'économie, sans pour autant résoudre les conflits entre les besoins sociaux nouveaux et la domination exacerbée de la rentabilité financière.

La reprise mondiale, vers la fin de 2003 et en 2004, confirme non seulement les cycles de moyenne période, affectant nécessairement la longue phase de difficultés, à l'opposé des proclamations naïves sur la fin des cycles, mais aussi la durabilité du chômage massif. Se confirmerait ce que nous avons pu appeler la « maturation » de la crise systémique. Cette dernière, à défaut de sa fin, entrerait dans une phase où l'issue deviendrait possible, avec la montée des défis de transformations systémiques radicales. Et l'opportunité de ces transformations interviendrait tout particulièrement lors des prochaines crises de cycles moyens intermédiaires, la suivante survenant probablement aux alentours de 2011 à 2012. Par hypothèse, cette radicalité de la crise systémique renvoie à celle des transformations des conditions des opérations, comme avec la révolution informationnelle, ... la révolution monétaire, la révolution écologique, la révolution démographique.

**II – Les défis des transformations dans la crise systémique jusqu'à sa maturation présente. Révolution des opérations et radicalité de la crise des structures et des régulations**

La préparation des surendettements bien plus importants des ménages, des entreprises et des États se rapporte à la montée des endettements des États. Cela concerne plus spécialement les très graves problèmes de l'endettement extérieur des États-Unis et de leurs importations de capitaux. Cela se relie à la progression extraordinaire de leurs déficits commerciaux et budgétaires dans les conditions de leur croissance hégémonique, fondée sur un nouveau type d'impérialisme où prédominent les importations de capitaux. En ce qui concerne les conditions du futur éclatement de suraccumulation de moyenne période, il convient d'examiner les modifications des flux de capitaux, ainsi que des relations entre les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et le reste du monde, tout particulièrement les pays émergents.

C'est l'importance grandissante des exportations de capitaux en Chine, notamment des États-Unis et des pays développés. Cela pourrait entraîner une différence fondamentale [pour] une future crise d'éclatement de la suraccumulation et sa manifestation en Chine. Elle concernerait, face aux retraits possibles de capitaux de Chine, la masse de manœuvres représentée par les réserves de dollars en bons du Trésor des États-Unis. D'autant que les autres pays émergents d'Asie ont également des réserves beaucoup plus importantes qu'à la fin des années 1990. En cas de difficultés liées à des départs considérables de capitaux étrangers de Chine, comme d'autres pays émergents d'Asie, ces réserves publiques en dollars et bons du Trésor en dollars cesseraient d'être accrues. Mais elles pourraient en outre être utilisées pour des achats d'équipements à l'extérieur, en cherchant à maintenir la croissance et l'emploi, voire pour des rachats d'actions des sociétés étrangères notamment états-uniennes implantées dans ces pays afin de négocier des rachats complets ou partiels des établissements installés chez eux pour les contrôler. Tout cela mettrait gravement en cause le dollar lui-même.

On voit monter puis s'effondrer les masses de créances et titres qui s'échangeaient contre des productions (Boccaro, 1989). Toutefois, avec la maturation de la crise systémique, peut progresser plus que jamais le besoin de rompre, en vue de financements visant le développement des populations elles-mêmes.



**III – Maîtriser et commencer à dépasser les marchés. Une mixité possible entre institutions marchandes et institutions de partages**

On peut passer à des propositions de transformations institutionnelles radicales, pour maîtriser et commencer à dépasser les marchés, afin de contribuer à la construction d'un autre monde.

**A – Marché du travail, système de sécurité d'emploi ou de formation et services socialisés**

On peut considérer les propositions de maîtrise et de dépassement du marché du travail comme prioritaires au plan social. Pleinement réalisé, un système de sécurité d'emploi ou de formation vise à assurer, à chacune et à chacun, un bon emploi ou une bonne formation, pour revenir à un meilleur emploi, avec une continuité de revenus et de droits, des passages d'une activité à une autre maîtrisés par les intéressés, y compris d'un emploi à un autre. On chercherait désormais à supprimer le chômage lui-même dans une sécurité d'activités, une mobilité choisie et de promotion, avec des rotations entre emploi et formation (Boccaro, 2002). On pourrait construire de la sorte un véritable dépassement du chômage et de la régulation par le chômage.

Une expansion massive de la formation continue pour tous, renvoie, quant à elle, à des exigences d'expansion considérable de la formation initiale. Cela renvoie, plus largement, aux besoins d'une expansion des services socialisés, de santé, d'éducation, de logement social, de recherche et de culture, ainsi que des pouvoirs et des participations aux opérations des usagers, pour leur créativité en coopération avec les personnels.

**B – Marchés de la monnaie et des titres financiers, des produits et services, mondialisés : partages pour des maîtrises et des débuts de dépassement systémique**

**1 – Marchés monétaire et financier : monnaies communes et nouveaux crédits, autres titres financiers**

Afin de construire un système de sécurité d'emploi ou de formation, une avancée de financements émancipés des marchés financiers est nécessaire. Cela renvoie, en premier lieu, à un autre crédit bancaire à long terme, lié à une autre création monétaire. C'est ainsi que nous avons proposé qu'un crédit à moyen et à long terme voit ses taux d'intérêt abaissés (jusqu'à des taux zéro et même négatifs, c'est-à-dire des subventions de prise en charge d'une partie des remboursements) pour les investissements matériels et de recherche, d'autant plus que ces investissements programment de l'emploi et de la formation, avec des critères d'efficacité sociale des capitaux et des coopérations. Ce crédit sélectif pourrait être institué dans l'immédiat, dès le niveau régional et local avec des Fonds régionaux de bonification des intérêts, c'est-à-dire de prise en charge par des fonds publics régionaux de tout ou partie des intérêts, ainsi que de garanties des crédits, pour d'autres relations des entreprises avec les banques. Pour les pays de la zone euro. La BCE aurait enfin au premier rang de ses missions l'emploi et la formation des populations européennes. Elle ne serait plus indépendante du pouvoir politique mais contrôlée démocratiquement par les Parlements et jusqu'à des pouvoirs locaux de demande de soutien, par le crédit, de l'emploi et de la formation. Elle pourrait ainsi « refinancer » à long terme des crédits des banques à des taux très abaissés en faveur des investissements efficaces pour l'emploi et la formation, avec les recherches et les coopérations nécessaires. Elle relèverait, au

contraire, les taux d'intérêt pour les placements financiers. La création d'euros pour ces nouveaux types de crédit pourrait aussi être utilisée pour des dons affectés aux Banques centrales des pays émergents et en développement, selon des accords de partenariat, favorisant les achats et les coopérations incitant à l'emploi et à la formation des deux côtés. Cela serait le cas par exemple avec les pays du Sud de la Méditerranée, à l'opposé d'une simple zone de libre-échange euro-méditerranéenne.

Cette autre utilisation de l'euro s'oppose à son soutien actuel des marchés financiers, comme aux exportations de capitaux aux États-Unis qui pénalisent l'emploi européen. Elle contribuerait à l'émancipation du dollar, avec notamment la montée de l'euro, aux côtés d'autres monnaies zonales internationales, dans les réserves et dans les échanges internationaux. Mais cette émancipation résulterait surtout d'une refonte et d'une démocratisation du FMI, avec la création d'une véritable monnaie commune mondiale, à l'opposé de l'accaparement de ce rôle par le dollar, tandis que l'or ne le joue plus. Cette monnaie commune mondiale pourrait développer les Droits de Tirage Spéciaux (DTS) actuels du FMI. Ces Droits créés et distribués à des Banques centrales, de tirer des monnaies des autres Banques centrales participant au FMI, sont déjà l'embryon d'une monnaie mondiale. La création de celle-ci permettrait des refinancements d'un autre crédit pour les sécurités d'emploi ou de formation en coopération, un co-développement des peuples du monde. En ce qui concerne les titres financiers, les titres de dettes publiques pourraient aussi être bien davantage soutenus par les prises des Banques centrales et la création monétaire, mais pour les dépenses de développement des capacités humaines des populations nationales, à l'opposé des placements en Bons du Trésor des États-Unis... Il faudrait aussi considérer une réglementation nouvelle des fonds de placement collectifs et des fonds de pension pour faire prédominer la stabilité et la responsabilité sociale à l'opposé des pressions irresponsables et risquées pour la rentabilité maximum.

## 2 – Marché des produits et des services : progression de critères nouveaux d'efficacité sociale et de nouvelles coopérations

La maîtrise et même le début de dépassement des marchés des productions ainsi que des entreprises capitalistes qui les dominent ne renverraient pas à une propriété d'État échappant aux contrôles des travailleurs et des citoyens.

Nous avons déjà avancé la proposition de nouveaux critères de gestion des entreprises. Cela a contribué à impulser de multiples travaux, tournant plus ou moins autour des mêmes questions d'efficacité, distinguée de la rentabilité, des capitaux (Boccard, 1985 ; Louchart, 1995 ; Barraux, 1997). Leur élaboration se poursuit en relation avec les questions de sécurité d'emploi ou de formation, de partage et d'efficacité des dépenses informationnelles, des qualités des productions et de leur impact social (écologique, de santé, culturel), des services non marchands, etc. Ils entendent s'appuyer pour cela sur les potentialités des technologies de la révolution informationnelle. Ces critères d'efficacité sociale renvoient à toutes les recherches actuelles sur la productivité globale de tous les facteurs (à l'opposé de la polarisation sur le facteur travail et le coût salarial), ainsi que sur de nouveaux indicateurs, sur l'éthique ou la responsabilité sociale et territoriale des entreprises, sur les externalités positives ou négatives des productions, etc. D'où la possibilité de leur progression, stimulée par le crédit, la fiscalité, de nouveaux titres d'actions, les institutions sociales comme celles de

formation ou encore de recherche, des pouvoirs d'intervention dans les gestions des travailleurs et une culture de gestion nouvelle, pour faire reculer la domination des critères de rentabilité.

## 3 – Marché mondial : une mixité entre marchés maîtrisés et gestion partagée des biens communs à l'humanité

J'ai déjà évoqué un nouveau rôle du FMI, avec la création d'une monnaie commune mondiale. Au-delà des propositions sur l'abolition ou la réduction des dettes des États en développement ; en utilisant de nouveaux critères d'intervention, FMI et Banque mondiale agiraient pour le co-développement des peuples. Une refonte complète de l'Organisation Mondiale du Commerce semble indispensable. On viserait à promouvoir non seulement l'ouverture aux échanges internationaux mais aussi un système de dispositifs opposés aux dominations marchandes en cours. Cela concernerait des mesures du type de l'exception et de la diversité culturelles, à partir des dispositions déjà existantes, comme celles de protection du cinéma français, en les développant bien davantage, avec des systèmes de quotas, d'aides publiques, etc. Il faudrait aussi envisager des organisations de stabilisation de prix, à la fois non excessifs et rémunérateurs, pour les productions primaires issues des ressources naturelles des pays en développement, comme pour le pétrole ou le gaz. Il s'agirait à la fois de maintenir leurs recettes suffisantes et la stabilité des prix pour les acheteurs. Mais il conviendrait également d'organiser toutes les aides nécessaires au développement de ces pays, pour qu'ils ne soient pas dépendants des fluctuations des productions rentières, rentes ne dépendant pas en outre du développement des capacités des populations. Et il s'agirait encore d'organiser des coopérations pour un développement très audacieux des recherches et des technologies, contre les tensions sur les coûts et tous les risques concernant les ressources naturelles et notamment énergétiques, pour des mutations fondamentales.

Les travaux et propositions récentes sur les *biens publics ou communs mondiaux*, développés à partir des recherches du Programme des Nations pour le Développement (Kaul, 1999 et 2003), sont extrêmement suggestifs pour une autre construction mondiale. Toutefois, ils souffrent d'une ambivalence fondamentale et de réelles perversions dont il conviendrait de sortir. En effet, à côté de la santé, de la culture, de la connaissance et de l'information, de la biodiversité et de l'écologie, auxquels on pourrait ajouter l'eau, l'alimentation de base et l'énergie, on met en avant l'efficacité du marché et de la finance ou les accords de commerce, tout en prônant leur stabilité mais comme un vœu pieux. En réalité, le crédit et la monnaie sont de véritables biens communs, accaparés aujourd'hui par les groupes financiers et les États dominants tout particulièrement les États-Unis, précisément grâce aux règles dites libérales des marchés et de la finance. Leur traitement comme biens communs supposerait donc, tout au contraire, la maîtrise et le dépassement des marchés, où dominent les intérêts privés ou d'États particuliers, par des partages non monopolistiques. Ce serait une transformation radicale visant à faire prédominer une économie de partage pour les biens communs, en s'en prenant aux dominations des firmes multinationales. Cela renverrait à des institutions internationales démocratisées et participatives à l'opposé des hyperdélégations actuelles, depuis l'ONU et les organisations connexes ■

(1) Maître de conférences honoraire, Université de Picardie.